



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE

A/C.2/36/L.27
29 octobre 1981

ORIGINAL : FRANCAIS

Trente-sixième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 69 c) de l'ordre du jour

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE :
COMMERCE ET DEVELOPPEMENT

Burundi, France, Guinée équatoriale, Sénégal et
Zaire : projet de résolution

Problèmes particuliers du Zaïre en matière de transports,
de transit et d'accès aux marchés internationaux

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur l'application des mesures spéciales relatives aux problèmes particuliers du Zaïre en matière de transports, de transit et d'accès aux marchés étrangers 1/,

Rappelant la résolution 110 (V) du 3 juin 1979 adoptée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa cinquième session, tenue à Manille du 7 mai au 3 juin 1979 2/,

Rappelant également ses résolutions 32/160 du 19 décembre 1977, relative à la Décennie des transports et des communications en Afrique, et 34/193 du 19 décembre 1979, par laquelle elle a prié le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour permettre à la Commission économique pour l'Afrique d'accélérer l'application de la résolution 110 (V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale,

1/ A/36/538.

2/ Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, cinquième session, vol. I : Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.79.II.D.14), première partie, sect. A.

Rappelant en outre sa résolution 35/59 du 5 décembre 1980, par laquelle elle a prié le Secrétaire général de poursuivre ses efforts en vue de permettre aux organes appropriés de l'Organisation des Nations Unies de fournir dans les meilleurs délais l'assistance technique requise au Gouvernement zaïrois, et la résolution 1981/68 du Conseil économique et social, en date du 24 juillet 1981, par laquelle le Conseil a recommandé au Secrétaire général et à l'Assemblée générale de fournir un appui énergique aux efforts entrepris par les organes compétents des Nations Unies en vue d'apporter l'assistance technique nécessaire aussi rapidement que possible, de manière que des études relatives aux problèmes particuliers du Zaïre en matière de transports, de transit et d'accès aux marchés internationaux puissent être effectuées et menées à bien sans retard,

Rappelant que des études approfondies, dont la nécessité a été reconnue dans le rapport intérimaire du Secrétaire général 3/ et qui ont été demandées dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, n'ont pu être menées jusqu'ici par la Commission économique pour l'Afrique,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général 1/ et notant avec regret l'insuffisance des efforts déployés par le Secrétaire général des Nations Unies et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique en application des résolutions 34/193 et 35/59 de l'Assemblée,

Consciente des difficultés particulières que causent au Zaïre les problèmes auxquels son commerce extérieur se heurte sur le plan des transports, du transit et de l'accès aux marchés extérieurs, lesquelles nécessitent une assistance spéciale et urgente de la communauté internationale,

Convaincue que la persistance de cette situation est préjudiciable au développement de l'économie zaïroise,

1. Prie le Secrétaire général de fournir un appui énergique à la Commission économique pour l'Afrique et aux autres organes compétents des Nations Unies en vue d'apporter l'assistance technique nécessaire aussi rapidement que possible, de manière que des études relatives aux problèmes particuliers du Zaïre en matière de transports, de transit et d'accès aux marchés internationaux puissent être effectuées et menées à bien sans retard;

2. Invite le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, de concert avec le Programme des Nations Unies pour le développement, de débloquer les fonds nécessaires à la réalisation de ces études prévues dans le plan directeur relatif au développement des transports et des communications dans les sous-régions de l'Afrique centrale et australe;

3. Décide de mettre à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique les ressources nécessaires à l'application de la présente résolution.